

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LDC/W/17
25 janvier 2000

(00-0288)

Sous-Comité des pays les moins avancés

ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS MEMBRES DE L'OMC

Résumé des renseignements

Les tableaux annexés à la présente note contiennent des renseignements succincts fondés sur les données présentées dans le document WT/COMTD/LDC/W/16 sur les conditions d'accès aux marchés mesurées à l'aide des taux de droits appliqués aux produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays les moins avancés (PMA). Les renseignements, présentés pour chaque PMA pris individuellement, sont donnés tout d'abord pour les 23 marchés considérés dans leur ensemble et sont ensuite ventilés entre pays développés et pays en développement/économies en transition. Les données sont également classées par groupes de secteurs, à savoir: i) agriculture; ii) pêches; iii) combustibles; minéraux; industries extractives et sylviculture; iv) produits manufacturés.

La moyenne simple des taux de droits effectivement appliqués est indiquée, références comprises et non comprises. Les taux préférentiels utilisés dans les calculs sont ceux qui ont été accordés dans le cadre des régimes applicables à tous les PMA, tels que le SGP et le SGPC. Par conséquent, il n'a pas été tenu compte du traitement préférentiel accordé au titre d'arrangements régionaux ou bilatéraux, y compris en vertu de la Convention de Lomé.¹ Lorsqu'il y a plusieurs taux de droits pour une ligne tarifaire à six chiffres, on a utilisé une moyenne simple de ces taux pour calculer la moyenne générale. Les moyennes ont été calculées sur la base des produits recensés et répertoriés pour chacun des PMA dans le document WT/COMTD/LDC/W/16. Ces produits représentaient de 90 à 95 pour cent de la valeur des exportations totales de chaque PMA.

Les renseignements fournis permettent de distinguer plusieurs grandes tendances:

- a) Les taux globaux appliqués aux exportations actuelles des PMA sont plus élevés dans les pays en développement et les économies en transition que dans les pays développés. Cela vaut pour les quatre secteurs visés par l'étude. Les données ne permettent pas d'établir avec précision si la différence entre les taux appliqués par les pays en développement et les taux appliqués par les pays développés est plus grande pour un secteur que pour un autre.
- b) Sur les marchés des pays développés, de tous les produits exportés par les PMA, ce sont les produits manufacturés qui sont assujettis aux taux de droits les plus élevés. Cela s'explique par le fait que pour la majorité des PMA de l'échantillon qui exportent des produits manufacturés, ces exportations sont concentrées dans les secteurs des textiles et des vêtements. Des pays tels que la République démocratique du Congo et la Zambie, dont les exportations de produits manufacturés sont constituées de cuivre transformé et d'autres intrants industriels plutôt que de textiles et de vêtements,

¹ Les Communautés européennes ont accordé à tous les PMA en 1999 un traitement préférentiel équivalant à celui qui s'applique en vertu de la Convention de Lomé. Toutefois, les données utilisées dans le présent exercice étant antérieures à 1999, les taux prévus par la Convention de Lomé ont été exclus.

acquittent des droits moins élevés. Les combustibles, les minéraux, les industries extractives et la sylviculture sont les secteurs qui enregistrent les taux de droits les plus bas, presque toutes les exportations des PMA vers les pays développés étant admises en franchise de droits ou en quasi-franchise de droits.

- c) Dans les pays en développement et les économies en transition, les produits manufacturés en provenance des PMA sont également soumis à des taux de droits élevés; cette situation s'explique à nouveau par la concentration des exportations de produits manufacturés dans les secteurs des textiles et des vêtements. Toutefois, les taux de droits frappant les produits manufacturés se rapprochent étroitement, dans de nombreux cas, de ceux qui sont appliqués aux secteurs de l'agriculture et des pêches. Certaines cultures de rapport, telles que le café, le thé et le riz, qui bénéficient d'un accès relativement avantageux sur les marchés des pays développés, sont très protégées dans les pays en développement et les économies en transition. Comme sur les marchés des pays développés, les combustibles, les minéraux, les industries extractives et la sylviculture sont les secteurs qui enregistrent les taux de droits les moins élevés.
- d) Les taux de droits préférentiels ont une incidence plus marquée sur les marchés des pays développés. Pour un certain nombre de produits exportés par les PMA, les taux préférentiels appliqués par les pays développés soit abaissent considérablement le taux effectif frappant les exportations par rapport au taux NPF de référence, soit garantissent effectivement un régime d'admission en franchise. En même temps, il convient de noter que, dans 57 pour cent environ des cas où un secteur exportateur donné d'un PMA bénéficie de droits nuls, les taux de droits NPF effectivement appliqués sont nuls ou quasiment nuls.

Nonobstant ce qui précède, il est nécessaire d'émettre certaines réserves en ce qui concerne les déductions que l'on peut faire à partir des données.

Premièrement, les droits de douane ne fournissent pas toujours une indication complète des conditions d'accès aux marchés, en particulier dans le cas des produits qui sont soumis à des restrictions quantitatives (notamment textiles et vêtements et certains produits agricoles sur certains marchés).

La deuxième réserve a trait à la question du "biais lié à l'échantillon retenu". Les données présentées concernant les droits appliqués se rapportent aux exportations effectives des PMA. Ces pays auraient peut-être pu exporter d'autres produits vers leurs partenaires commerciaux si les droits perçus dans ces pays avaient été moins élevés. Dans la mesure où des droits élevés restreignent le commerce de ces produits, ceux-ci ne figureront pas dans la structure des exportations effectives des PMA. Dès lors, la méthode utilisée ci-dessus, consistant à calculer les taux de droits moyens en se fondant sur la structure des exportations effectives, peut introduire un biais par défaut dans l'estimation des conditions globales d'accès. Par exemple, l'accès à certains marchés à des taux de droits nuls ou quasiment nuls peut simplement s'expliquer par le fait qu'un petit nombre de produits bénéficient d'un régime d'admission en franchise ou en quasi-franchise, en raison de l'application de taux nuls ou d'un accès préférentiel en franchise de droits, tandis que, parallèlement, des taux de droits plus élevés protègent des produits plus sensibles. On peut citer à titre d'exemple certaines cultures de rapport transformées (en particulier thé, café et dérivés des fibres) et certains minéraux et minerais transformés (sur les marchés des pays en développement).

Le degré de progressivité des droits varie considérablement selon le groupe de produits et le marché. Ainsi, sur les marchés des pays développés, en raison d'obstacles à l'accès aux marchés dans les secteurs des textiles et des vêtements, le coton transformé est soumis à des conditions d'accès plus restrictives que les minerais et les minéraux transformés qui sont utilisés comme intrants industriels.

Les minerais et minéraux se heurtent à une progressivité des droits plus importante sur les marchés des pays en développement où ils entrent en concurrence avec la production locale bien que, comme sur les marchés des pays développés, cette progressivité soit moins élevée que pour les fibres/textiles et le secteur des vêtements.

Il ressort de la question du "biais lié à l'échantillon retenu" que, pour faire un examen approfondi des obstacles à l'accès aux marchés que rencontrent les PMA, il faut analyser les échanges potentiels ainsi que les échanges actuels de ces pays. Cela sort du cadre du présent exercice. Toute analyse des échanges potentiels nécessite de définir les produits qui pourraient être exportés par les PMA, mais qui, à l'heure actuelle, ne le sont pas en raison des restrictions de l'accès aux marchés. Il faudra également étudier de près les limitations qu'impose à l'offre la capacité de production dans les PMA et qui entravent les échanges, même en l'absence d'obstacles à l'accès aux marchés.

Accès aux marchés pour les pays les moins avancés Membres de l'OMC
Tableau récapitulatif

Pays	Groupes de secteurs	Tous les marchés Moyenne simple (préférences non comprises)	Tous les marchés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences comprises)
Angola	Agriculture	11,5	10,5	0,6	0,0	15,6	13,5
	Pêches	15,8	14,4	2,8	0,7	20,9	20,0
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	4,5	4,0	1,2	0,6	5,7	5,6
	Produits manufacturés						
Bangladesh	Agriculture	20,3	19,8	2,5	1,8	27,2	26,7
	Pêches	15,6	14,2	3,0	2,0	21,2	19,7
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives						
	Produits manufacturés	19,6	11,9	14,0	9,9	23,7	23,7
Bénin	Agriculture	5,4	5,2	0,0	0,0	8,1	8,0
	Pêches	16,1	15,2	2,5	0,9	22,4	21,8
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,8	2,8	0,0	0,0	3,8	3,7
	Produits manufacturés	13,0	12,4	9,6	6,1	14,6	14,6
Burkina Faso	Agriculture	14,3	13,9	1,1	0,5	19,4	19,4
	Pêches	12,7	12,0	3,0	0,9	16,2	16,2
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	4,0	4,0	0,6	0,6	5,3	5,3
	Produits manufacturés						
Burundi	Agriculture	17,6	16,7	0,9	0,6	24,4	22,5
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives						
	Produits manufacturés						
République centrafricaine	Agriculture	11,9	6,3	0,3	0,0	9,6	8,5
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,9	2,8	0,4	0,2	4,0	4,0
	Produits manufacturés						
Tchad	Agriculture	5,4	5,1	0,0	0,0	7,6	7,6
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives						
	Produits manufacturés						

Pays	Groupes de secteurs	Tous les marchés Moyenne simple (préférences non comprises)	Tous les marchés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences comprises)
République démocratique du Congo	Agriculture	17,9	12,9	13,9	0,0	19,1	17,7
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,7	2,6	0,2	0,1	3,7	3,6
	Produits manufacturés	3,8	3,8	0,2	0,2	5,3	5,3
Djibouti	Agriculture	5,0	5,0	0,0	0,0	7,4	7,4
	Pêches	14,8	13,1	1,6	1,6	20,1	17,7
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	1,5	1,5	0,0	0,0	2,2	2,2
	Produits manufacturés						
Gambie	Agriculture	26,7	25,8	26,4	25,6	26,8	25,9
	Pêches	15,5	14,3	2,8	1,1	21,3	20,0
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,4	2,4	0,0	0,0	3,2	3,2
	Produits manufacturés						
Guinée	Agriculture	10,3	9,7	0,4	0,0	14,3	13,1
	Pêches	13,9	12,6	2,3	0,5	19,5	18,4
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,4	2,4	0,0	0,0	3,4	3,4
	Produits manufacturés	-	-	-	-	-	-
Guinée-Bissau	Agriculture	-	-	-	-	-	-
	Pêches	15,0	13,2	2,6	0,6	20,9	18,9
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	13,7	13,0	1,0	0,6	17,6	17,6
	Produits manufacturés	-	-	-	-	-	-
Haïti	Agriculture	8,4	7,0	2,8	0,2	10,8	10,5
	Pêches	-	-	-	-	-	-
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	-	-	-	-	-	-
	Produits manufacturés	25,7	21,5	18,1	10,7	28,6	28,6
Madagascar	Agriculture	14,0	13,5	2,6	1,6	18,0	18,0
	Pêches	19,3	16,6	6,5	2,4	24,7	23,6
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,5	2,5	0,0	0,0	3,7	3,7
	Produits manufacturés	24,5	20,4	16,4	11,6	27,5	27,2
Malawi	Agriculture	19,5	13,9	14,2	2,5	20,2	20,1
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives						
	Produits manufacturés	25,7	23,0	17,2	9,7	29,1	29,1
Maldives	Agriculture						
	Pêches	15,3	13,9	4,5	1,6	20,8	20,4
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives						
	Produits manufacturés	25,1	22,8	18,1	11,7	28,2	28,2

Pays	Groupes de secteurs	Tous les marchés Moyenne simple (préférences non comprises)	Tous les marchés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences comprises)
Mali	Agriculture	13,9	13,1	2,1	0,8	17,5	17,5
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	3,1	3,0	0,2	0,2	4,3	4,3
	Produits manufacturés	7,2	7,2	1,1	0,9	9,9	9,9
Mauritanie	Agriculture						
	Pêches	14,8	13,2	2,9	0,9	20,6	19,5
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives						
	Produits manufacturés						
Mozambique	Agriculture	13,6	11,4	8,1	0,4	15,2	15,2
	Pêches	16,1	14,0	2,5	0,4	19,8	19,2
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,5	2,5	0,0	0,0	4,3	4,3
	Produits manufacturés						
Myanmar	Agriculture	12,5	12,5	2,2	2,2	15,8	15,8
	Pêches	16,1	12,6	2,5	0,3	22,4	20,4
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	3,2	3,1	0,6	0,1	4,4	4,4
	Produits manufacturés	24,5	21,8	16,8	11,0	24,1	24,1
Niger	Agriculture	2,7	2,7	0,8	0,8	3,7	3,7
	Pêches	12,7	12,0	3,0	0,9	17,2	17,2
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	6,4	6,4	2,9	0,6	8,0	8,0
	Produits manufacturés						
Rwanda	Agriculture	13,8	13,0	0,7	0,1	19,5	19,5
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	3,8	3,8	0,4	0,4	5,3	5,3
	Produits manufacturés						
Sierra Leone	Agriculture	11,5	11,3	0,6	0,0	15,6	14,8
	Pêches	15,2	14,5	2,8	0,7	21,2	21,2
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,4	2,3	0,0	0,0	3,3	3,3
	Produits manufacturés						
Îles Salomon	Agriculture	7,8	7,0	1,3	1,0	10,9	9,7
	Pêches	12,4	12,4	3,0	3,0	17,1	17,1
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	3,1	2,9	0,5	0,0	4,2	4,2
	Produits manufacturés						

Pays	Groupes de secteurs	Tous les marchés Moyenne simple (préférences non comprises)	Tous les marchés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés développés Moyenne simple (préférences comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences non comprises)	Marchés en développement Moyenne simple (préférences comprises)
Tanzanie	Agriculture	14,0	13,7	7,9	3,8	16,3	16,1
	Pêches	15,7	14,7	2,7	0,6	21,2	20,7
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	2,7	2,5	0,4	0,0	3,6	3,6
	Produits manufacturés	18,5	16,9	12,0	7,4	21,1	21,1
Togo	Agriculture	6,0	5,6	0,2	0,0	8,2	8,2
	Pêches	15,6	13,1	3,2	1,7	20,8	18,7
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	4,4	3,9	1,6	0,3	5,5	5,5
	Produits manufacturés						
Ouganda	Agriculture	13,7	11,2	8,2	0,2	15,9	15,8
	Pêches	14,9	14,6	3,3	2,2	19,3	19,3
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	3,8	3,8	0,4	0,4	5,3	5,3
	Produits manufacturés						
Zambie	Agriculture	18,0	14,3	11,7	0,3	20,5	20,2
	Pêches						
	Combustibles, sylviculture, minéraux et industries extractives	4,0	3,6	1,0	0,0	5,2	5,1
	Produits manufacturés	6,0	3,9	3,4	1,1	7,4	7,4

Tous les chiffres sont donnés en pourcentage.

L'absence de chiffre dans une case indique qu'il n'y a pas eu d'exportation dans ce secteur particulier, selon les données présentées dans le document WT/COMTD/LDC/W/16.